

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/48/EEC/Add.6
20 décembre 1999

(99-5490)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications de mise à jour présentées conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur
les subventions et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions de l'**Allemagne**.

ALLEMAGNE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Bonifications d'intérêts destinées au financement des commandes aux chantiers navals allemands ("Werfthilfen")	3
1. Amélioration de la compétitivité des chantiers navals allemands ("Wettbewerbshilfe")	4
2. Programme bavarois d'aide au commerce et à l'industrie.....	6
3. Réduction de 3 à 5 pour cent des taxes exigibles sur les droits de superficie transmissibles par héritage dans le cas d'entreprises manufacturières ayant des activités justifiant des mesures d'encouragement spéciales et tributaires de l'utilisation des locaux concernés.....	7
4. Programme de consolidation du Land de Mecklembourg-Poméranie prévoyant l'octroi d'une aide financière publique aux petites et moyennes entreprises commerciales et industrielles – Fonds spécial pour soutenir ces entreprises	7
5. Régime commun concernant "l'amélioration de la structure économique régionale"	8
6. Déduction pour investissement accordée aux entreprises des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne, à participation majoritaire de l'État (article 5, paragraphe 2, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement).....	9
7. Déduction pour investissement accordée aux petites et moyennes entreprises (jusqu'à 250 employés) des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne (article 5, paragraphe 3, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement).....	10
8. Programme de soutien économique régional.....	11
9. Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie; programme "promotion du développement technologique (REN/TE)"	12
10. Programme d'aide régionale en Rhénanie-Palatinat.....	12
11. Aide de l'État pour la recherche-développement (R-D) dans le secteur de la biotechnologie.....	13
12. Fabrication Smart (mesures en faveur de la micro-électronique).....	14
13. Consommation rationnelle de l'énergie et utilisation d'énergies renouvelables.....	15

Bonifications d'intérêts destinées au financement des commandes aux chantiers navals allemands ("Werfthilfen")

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Bonifications d'intérêts destinées au financement des commandes aux chantiers navals allemands ("Werfthilfen").

2. Forme de la subvention

Subvention.

3. Subvention par unité

Montant total de l'aide fournie en 1998:

Aide approuvée: 4,8 millions de DM

Aide moyenne par navire:

Au titre de l'aide approuvée en 1998: 0,8 million de DM

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Le huitième programme d'aide aux chantiers navals (VIII. Werfthilfeprogramm) consiste en bonifications d'intérêts non remboursables conformes à l'Accord de l'OCDE sur les crédits à l'exportation de navires et aux directives de l'UE relatives aux subventions à la construction navale.

Fondement juridique: Autorisations d'engagement dans le cadre du budget fédéral; directives du Ministère fédéral de l'économie.

Modes de paiement: Les bénéficiaires de ces subventions sont des chantiers navals de la République fédérale d'Allemagne.

L'aide est accordée pour la construction et la reconstruction de navires de haute technologie (navires marchands) conformément aux conditions minimales imposées par l'OCDE.

Durée: huit ans et demi.

Paiement anticipé de 20 pour cent.

Taux d'intérêt minimal de 8 pour cent par an.

De plus, des subventions peuvent être accordées pour des prêts à des conditions plus avantageuses que celles décrites ci-dessus si cela apparaît justifié, notamment en termes de politique de développement.

Cette aide sert à diminuer le coût des prêts aux clients des chantiers navals allemands, ce qui permet un ajustement partiel aux conditions du marché international.

L'aide est octroyée par tranches dans le cadre du huitième programme d'aide aux chantiers navals.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Actuellement: huitième tranche (pour les chantiers navals ouest-allemands) pour les années de livraison 1993-1998, correspondant à une aide de 641,5 millions de DM;

huitième tranche (pour les chantiers navals est-allemands) pour les années de livraison 1991-1998 correspondant à une aide de 471,0 millions de DM;

neuvième tranche (pour les chantiers navals ouest-allemands) pour les années de livraison 1996-1998, correspondant à une aide de 350,0 millions de DM.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(Chiffres en millions de DM)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Production	4 178	4 863	4 686	5 282	5 361	4 954
Importations en provenance de pays ne faisant pas partie de l'UE	305	477	333	158	75	111
Exportations vers des pays ne faisant pas partie de l'UE	2 929	3 018	2 411	2 231	1 369	1 965

Chiffres pour 1998: production: 5 026; importations: 196; exportations: 1 911.

1. **Amélioration de la compétitivité des chantiers navals allemands ("Wettbewerbshilfe")**

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Amélioration de la compétitivité des chantiers navals allemands (Wettbewerbshilfe).

2. Forme de la subvention

Subvention.

3. Subvention par unité

Montant total de l'aide fournie en 1998:

Aide approuvée: 319,2 millions de DM

Niveau moyen de l'aide par navire:

Au titre de l'aide approuvée en 1998: 3,7 millions de DM

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Cette aide est destinée à faciliter la restructuration entreprise par les chantiers navals. Des subventions permettant d'abaisser le prix de revient sont octroyées lorsqu'elles sont autorisées par la directive de l'UE sur les subventions aux chantiers navals.

Le programme est financé conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder.

Fondement juridique: Autorisations d'engagement dans le cadre du budget fédéral et de ceux des Länder. Directives du Ministère fédéral de l'économie.

Modes de paiement: Les bénéficiaires de ces subventions sont des chantiers navals de la République fédérale d'Allemagne.

L'aide est accordée pour la construction et la transformation de navires de haute technologie (navires marchands). Depuis le 1^{er} janvier 1994, le taux de l'aide est égal à 7 pour cent du prix contractuel; pour les navires dont le prix contractuel est inférieur à 10 millions d'écus et pour les travaux de transformation, le taux est de 4,7 pour cent.

5. Durée de la subvention et autres échéances

L'aide a été fournie pendant les périodes et pour les montants ci-après:

Pour les années d'achat:

1987-1990 (chantiers navals ouest-allemands)	1 000 millions de DM
1991-1992 (chantiers navals ouest-allemands)	538 millions de DM
Jusqu'en 1993 (chantiers navals est-allemands)	803 millions de DM
1993-1994 (chantiers navals ouest-allemands)	166 millions de DM
1994-1996 (chantiers navals ouest-allemands)	291 millions de DM
1995-1996 (ensemble des chantiers navals allemands)	580 millions de DM
1997 (ensemble des chantiers navals allemands)	270 millions de DM
1998 (ensemble des chantiers navals allemands)	240 millions de DM

Aucune aide supplémentaire ne peut être accordée pour les commandes passées après l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OCDE.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

(Chiffres en millions de DM)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Production	4 178	4 863	4 686	5 282	5 361	4 954
Importations en provenance de pays ne faisant pas partie de l'UE	305	477	333	158	75	111
Exportations vers des pays ne faisant pas partie de l'UE	2 929	3 018	2 411	2 231	1 369	1 965

Chiffres pour 1998: voir programme 1.

2. Programme bavarois d'aide au commerce et à l'industrie

(Échelon administratif responsable: Land de Bavière)

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Programme bavarois d'aide au commerce et à l'industrie (institué par le Ministère bavarois de l'économie, des transports et de la technologie le 30 mai 1997, n° 3540 – III/3a – 52180V).

2. Forme de la subvention

Primes à l'investissement.

Bonification d'intérêt (pour subventionner les prêts).

3. Subvention par unité

Montant total	<u>1997</u>	<u>1998</u> (millions de DM)
Primes à l'investissement	95,0	210,4
Bonification d'intérêt	13,8	26,5
Volume d'investissements subventionnés	<u>904,6</u>	<u>2 409,5</u>
Nombre d'entreprises subventionnées:	177	364

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Aide au financement d'investissements dans le commerce et l'industrie pour créer et préserver des emplois et des places d'apprentissage dans les zones assistées.

Objectif: Amélioration de la structure économique régionale.
Développement économique des régions structurellement défavorisées.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Indéterminée; à examiner avant la fin de 1999.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles. En dehors des zones assistées au titre du régime commun du gouvernement fédéral et des Länder concernant l'amélioration de la structure économique régionale, l'aide est limitée aux petites et moyennes entreprises au sens de l'Encadrement communautaire des aides d'État aux petites et moyennes entreprises (JO CE C 213/04 du 23 juillet 1996).

3. Réduction de 3 à 5 pour cent des taxes exigibles sur les droits de superficie transmissibles par héritage dans le cas d'entreprises manufacturières ayant des activités justifiant des mesures d'encouragement spéciales et tributaires de l'utilisation des locaux concernés

(Berlin)

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Réduction de 3 à 5 pour cent des taxes exigibles sur les droits de superficie transmissibles par héritage dans le cas d'entreprises manufacturières ayant des activités justifiant des mesures d'encouragement spéciales et tributaires de l'utilisation des locaux concernés.

2. Forme de la subvention

Réduction du prix d'achat des terrains grâce à un abattement du taux applicable aux droits de superficie.

3. Subvention par unité

Versements effectués en 1998: 297 332, 01 DM

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Réduction du prix d'achat des terrains pour les industries manufacturières à des fins de promotion régionale.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Indéterminée.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Les effets de la subvention au regard des règles de l'OMC ne peuvent pas être évalués en raison du faible montant disponible.

4. Programme de consolidation du Land de Mecklembourg-Poméranie prévoyant l'octroi d'une aide financière publique aux petites et moyennes entreprises commerciales et industrielles – Fonds spécial pour soutenir ces entreprises

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Programme de consolidation du Land de Mecklembourg-Poméranie prévoyant l'octroi d'une aide financière publique aux petites et moyennes entreprises commerciales et industrielles – Fonds spécial pour soutenir ces entreprises.

2. Forme de la subvention

Prêts jusqu'à concurrence de 5 millions de DM aux conditions du marché, limités en principe aux petites et moyennes entreprises au sens de l'Encadrement communautaire.

3. Subvention par unité

Prêts approuvés en 1998:	17 650 millions de DM
Montant versé en 1998:	14 649 millions de DM

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Apports de trésorerie aux entreprises d'importance régionale pour le Land de Mecklembourg-Poméranie en termes de politique de l'emploi et de politique structurelle.

5. Durée de la subvention et autres échéances

La durée maximale des prêts est de dix ans.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets sur le commerce n'est disponible. La plupart des entreprises subventionnées opèrent seulement sur le marché régional.

5. Régime commun concernant "l'amélioration de la structure économique régionale"

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Régime commun concernant "l'amélioration de la structure économique régionale".

2. Forme de la subvention (à savoir don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Aide régionale sous forme de subventions pour encourager l'investissement dans certaines branches du commerce et l'industrie. L'encouragement dans le cadre du régime commun vise à un renforcement régional ciblé des programmes de promotion économique des Länder dans les domaines du conseil, de la formation, de la valorisation des ressources humaines et de la recherche-développement, ce qui permet une répartition plus précise des fonds.

Le paragraphe 3 de l'article 72 de la Loi fondamentale exige que le niveau de vie soit le même sur tout le territoire fédéral, ce à quoi contribue la politique structurelle régionale. Conformément au paragraphe 1 de l'article 91 a de la Loi fondamentale, il incombe conjointement au gouvernement fédéral et aux gouvernements des Länder d'améliorer la structure économique régionale. Cette promotion a pour fondement la Loi sur le régime commun concernant "l'amélioration de la structure économique régionale", en date du 6 octobre 1969.

3. Montant annuel inscrit au budget

Dans le budget de 1998 du gouvernement fédéral et des gouvernements des Länder, un montant de 6 779 milliards de DM a été spécifiquement affecté au commerce et à l'industrie. Ce montant se répartit de la manière suivante: 556 millions de DM pour les Länder originels et 6 223 millions de DM pour les nouveaux Länder.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Le principal objectif de politique régionale est de permettre aux régions structurellement faibles de se maintenir au niveau du développement économique général en compensant les désavantages liés à la situation géographique et en réduisant les écarts de développement régional. La politique structurelle régionale est plus particulièrement axée sur l'aide aux activités liées au

développement régional dans le but de relever ainsi le niveau de l'emploi et des revenus dans les régions en difficulté. Peuvent bénéficier des subventions au titre de ce régime les entreprises commerciales et industrielles.

Les investissements dans le commerce et l'industrie peuvent bénéficier d'une aide s'ils créent des revenus additionnels pour la région susceptibles d'entraîner à long terme une élévation notable du niveau global du revenu de celle-ci (effet principal). On considère que répondent à cette condition les entreprises qui vendent la plus grande partie de leurs biens ou services hors de la région. Les investissements concernés doivent créer de nouveaux emplois dans les régions assistées ou préserver ceux qui existent déjà.

Les zones assistées sont redéfinies à intervalles pluriannuels sur la base d'indicateurs régionaux (niveau de revenu, chômage, infrastructure). Celles qui sont situées dans les Länder originels, y compris Berlin (Ouest), représentent 20,8 pour cent de la population ouest-allemande pour la période allant de 1997 à 1999. Tous les nouveaux États fédéraux et Berlin (Est) sont considérés comme zones assistées jusqu'en 1999. De plus, ces régions sont considérées comme zones correspondant à l'objectif 1 des Fonds structurels de l'UE, au sens du paragraphe 3 a) de l'article 92 du Traité CE, jusqu'à la fin de 1999.

5. Durée de la subvention

Cette aide régionale, qui consiste en une prime non renouvelable, est accordée pour des investissements dans les régions assistées. Le programme n'est pas limité dans le temps.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La promotion régionale vise à compenser les inconvénients de certaines régions pour l'investissement et contribue à une élévation du niveau des revenus et de l'emploi dans les régions structurellement défavorisées. La promotion au titre du régime commun est donc neutre en termes de concurrence et n'a aucune incidence sur la compétitivité internationale.

6. **Déduction pour investissement accordée aux entreprises des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne, à participation majoritaire de l'État (article 5, paragraphe 2, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement)**

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Déduction pour investissement accordée aux entreprises des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne, à participation majoritaire de l'État (article 5, paragraphe 2, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement).

2. Forme de la subvention

Dégrèvement fiscal jusqu'à concurrence de 20 pour cent pour un investissement maximal de 1 million de deutsche marks (DM).

3. Subvention par unité

Le montant maximal indiqué au point 3 s'entend par entreprise et par an; les subventions effectives reçues par les différents établissements ne sont pas connues.

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, le total des déductions pour investissement accordées a été de 1 262 millions de DM, dont 45 millions pour Berlin (Ouest).

Il n'existe pas pour le moment d'autres données statistiques.

Selon les derniers chiffres publiés par l'Institut Ifo:

- 35 pour cent des investissements destinés à des installations et des équipements sont effectués par les secteurs manufacturier et artisanal, dont 60 pour cent par des entreprises ayant jusqu'à 250 employés;
- 30 pour cent des investissements sont effectués par le secteur manufacturier (à l'exclusion de l'artisanat), dont 45 pour cent par des entreprises de plus de 250 employés.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Stimuler les investissements en encourageant l'apport de fonds propres aux petites et moyennes entreprises manufacturières et artisanales de la région.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Investissement commencé avant le 31 décembre 1994.

Investissement achevé avant le 31 décembre 1998.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La subvention correspond à 8,5 pour cent des investissements destinés à des installations et à des équipements, dont 30 pour cent sont réalisés par des entreprises ayant jusqu'à 50 employés.

7. **Déduction pour investissement accordée aux petites et moyennes entreprises (jusqu'à 250 employés) des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne (article 5, paragraphe 3, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement)**

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Déduction pour investissement accordée aux petites et moyennes entreprises (jusqu'à 250 employés) des secteurs manufacturier et artisanal de la partie orientale de l'Allemagne (article 5, paragraphe 3, de la Loi de 1996 sur les déductions pour investissement).

2. Forme de la subvention

Dégrèvement fiscal jusqu'à concurrence de 10 pour cent pour un investissement maximal de 5 millions de DM.

3. Subvention par unité

Le montant maximal indiqué au point 3 s'entend par entreprise et par an; les subventions effectives versées aux différents établissements ne sont pas connues.

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, le total des déductions pour investissement accordées a été de 1 262 millions de DM, dont 45 millions pour Berlin (Ouest).

Il n'existe pas pour le moment d'autres données statistiques.

Selon les derniers chiffres publiés par l'Institut Ifo:

- 35 pour cent des investissements destinés à des installations et des équipements sont effectués par les secteurs manufacturier et artisanal, dont 60 pour cent par des entreprises ayant jusqu'à 250 employés;
- 30 pour cent des investissements sont effectués par le secteur manufacturier (à l'exclusion de l'artisanat), dont 45 pour cent par des entreprises de plus de 250 employés.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Stimuler l'investissement en encourageant l'apport de fonds propres aux petites et moyennes entreprises manufacturières et artisanales de la région.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Investissement commencé avant le 1^{er} juillet 1994.

Investissement achevé avant le 31 décembre 1998.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Voir programme 7.

8. Programme de soutien économique régional

(Land de Rhénanie-Westphalie)

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Programme de soutien économique régional.

2. Forme de la subvention

Subventions destinées aux investissements commerciaux et industriels et aux projets d'infrastructure locale.

3. Subvention par unité

Montant total inscrit au budget du Land pour 1998: 186,0 millions de DM.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Amélioration de la structure économique régionale et aide aux petites et moyennes entreprises.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Indéterminée.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Étant donné les objectifs du programme, les effets sur le commerce ne peuvent être évalués.

9. Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie; programme "promotion du développement technologique (REN/TE)"

1. Dénomination du régime de subventions ou de la subvention spécifique

Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie: programme "promotion du développement technologique (REN/TE)". Subvention de l'État n° 497/94.

2. Forme de la subvention

Subvention.

3. Subventions par unité

Environ 5 672 000 DM

Nombre total de bénéficiaires: 21

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Le programme "promotion du développement technologique" vise à aider les entreprises travaillant dans les domaines de la technologie énergétique, de l'industrie de l'énergie et les utilisateurs commerciaux et industriels en Rhénanie-Westphalie. La subvention est accordée pour la mise au point de nouveaux produits et procédés permettant une utilisation rationnelle de l'énergie, des matières premières et des sources d'énergie renouvelables et ayant un caractère novateur dépassant le cadre de l'entreprise.

5. Durée de la subvention et autres échéances

La durée est de deux à trois ans pour les projets qui ont bénéficié de l'aide en 1998.

6. Informations statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme de subventions susmentionné est fondé sur l'Encadrement communautaire pour la R-D. Les projets bénéficiant de l'aide ne comprennent que des activités de mise au point, avant l'étape de la concurrence.

10. Programme d'aide régionale en Rhénanie-Palatinat

(Rhénanie-Palatinat)

1. Dénomination du régime des subventions ou de la subvention spécifique

Programme d'aide régionale en Rhénanie-Palatinat.

2. Forme de la subvention

Subvention à l'investissement.

3. Subvention par unité

Jusqu'à 7,5 pour cent pour les entreprises moyennes et 15 pour cent pour les petites entreprises.

Montant total: 17 millions de DM; versements effectués en 1998: 11,7 millions de DM.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Promotion de l'investissement dans les petites et moyennes entreprises.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Indéterminée.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

En 1998:

- création de 75 emplois grâce à une aide financière accordée à 23 projets;
- subventionnement de dix mesures visant à promouvoir l'infrastructure économique.

11. Aide de l'État pour la recherche-développement (R-D) dans le secteur de la biotechnologie

1. Dénomination du régime des subventions ou de la subvention spécifique

Aide de l'État pour la recherche-développement dans le secteur de la biotechnologie.

2. Forme de la subvention

Octroi de subventions.

3. Subvention par unité

Le montant total des subventions accordées en 1998 au secteur commercial est de 73,9 millions de DM.

4. Objectif et/ou objet de la subvention

Le programme "Biotechnologie 2000" vise à développer la recherche dans le domaine de la biotechnologie, l'une des technologies de pointe les plus importantes. Il s'inscrit dans le cadre des objectifs suivants de recherche et de technologie du gouvernement fédéral:

- conserver une recherche fondamentale de caractère général tout en encourageant la recherche de haut niveau;
- promouvoir la recherche en amont dans des domaines tels que l'environnement, la santé, l'alimentation et la fourniture d'énergie et de matières premières;

- améliorer les conditions générales de la recherche-développement dans le secteur commercial, notamment en apportant un soutien aux petites et moyennes entreprises et en renforçant la coopération entre le secteur commercial et le secteur scientifique;
- renforcer les structures de recherche destinées à la recherche fondamentale en biologie.

5. Durée de la subvention et autres échéances

Le Programme "Biotechnologie 2000" sert de cadre pour ces mesures d'encouragement jusqu'en l'an 2000.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Aucune donnée statistique n'est disponible.

12. Fabrication Smart (mesures en faveur de la micro-électronique)

1. Dénomination du régime des subventions ou de la subvention spécifique

Fabrication Smart (mesures en faveur de la micro-électronique).

2. Forme de la subvention

Subvention non remboursable.

3. Subvention par unité

1998: 21 millions de DM

4. Objectif et/ou objet de la subvention

L'objectif de ce programme est d'associer sur un fondement scientifique les procédés axés sur l'avenir concernant la fabrication de semi-conducteurs. Ces procédés se caractérisent par les éléments suivants:

- une grande flexibilité,
- une grande diversité des procédés,
- des procédés de pointe,

ainsi que

- des délais de mise en route courts,
- des délais d'exécution courts,
- des séries réduites

dans les unités de fabrication moyennes aussi bien que petites.

5. Durée de la subvention et autres échéances

De 1995 à 1999.

6. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'incidence sur le commerce est minime.

13. Consommation rationnelle de l'énergie et utilisation d'énergies renouvelables

1. Titre du programme

Consommation rationnelle de l'énergie et utilisation d'énergies renouvelables.

2. Période sur laquelle porte la notification

1998

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Parvenir à une demande accrue et stable de produits liés à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à une production d'énergie fondée sur des énergies renouvelables et respectueuse de l'environnement. Il sera ainsi possible de réduire le prix unitaire des installations et des produits grâce à une augmentation de la production par le biais de l'aménagement des installations et à une efficacité accrue résultant de l'automatisation du processus de production, ce qui conduira à un accroissement de la demande de ces produits et de l'énergie technologique.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Décret du Ministère du logement et de la construction de Rhénanie-Westphalie du 29 octobre 1998 – IIB5-950.50.

Le programme de promotion est géré par le Landesinstitut für Bauwesen NRW (Institut de la construction du Land de Rhénanie-Westphalie)/Aix la Chapelle.

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Prêts et dons.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)

La subvention est accordée à l'investisseur ou au propriétaire qui acquiert et exploite les installations subventionnées.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente)

Aménagement technique dans divers secteurs et montant unitaire moyen de la subvention correspondante par unité:

Systèmes de mesure, de contrôle et de stockage:	don, 15 pour cent de l'investissement
Récupération de la chaleur résiduelle:	don, 15 pour cent de l'investissement
Pompes à chaleur:	don, 20 pour cent de l'investissement
Centrales à capteurs solaires:	don, environ 15 pour cent de l'investissement
Centrales alimentées à la biomasse et méthaniseurs en réseau:	don, 25 pour cent de l'investissement
Centrales hydroélectriques en réseau:	don, 25 pour cent de l'investissement
Centrales électriques à énergie éolienne en réseau:	prêt subventionné, environ 10 pour cent de l'investissement
Centrales photovoltaïques en réseau:	don, 40 pour cent de l'investissement

Le montant unitaire moyen de la subvention correspond approximativement à 20 pour cent de l'investissement.

Budget affecté au programme:

Année	Budget (millions d'euros)	Part du budget affectée aux PME (millions d'euros)	Nombre de PME subventionnées
1999	25 510	1 695	353
1998	24 710	5 477	279
1997	23 808	7 127	193

PME: Petites et moyennes entreprises.

La part du budget restante est affectée aux investisseurs privés.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/sa mise en application

Aucun délai n'est actuellement fixé. Les conditions du programme et le montant unitaire de la subvention font l'objet d'un réajustement annuel, qui est fonction de l'efficacité.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme vise à promouvoir le rendement énergétique et a une faible incidence sur le commerce.

Liste des PME subventionnées au cours des trois dernières années:

Année	Part du budget affectée aux PME (millions d'euros)	Nombre de PME subventionnées	Montant de l'investissement (millions d'euros)
1999	1 695	353	8 467
1998	5 477	279	21 908
1997	7 127	193	33 496

Exemples:

Huit cent onze centrales à énergie éolienne d'une capacité de 359 MW et 2 900 centrales photovoltaïques ont été construites au cours des trois dernières années.

Le prix des centrales électriques à énergie solaire a été réduit de moitié depuis 1992. Une baisse des prix similaire a été enregistrée pour les centrales à énergie éolienne, les centrales thermohélioélectriques, etc., de sorte que le montant unitaire moyen de la subvention pourrait être ramené de 24 pour cent de l'investissement en 1995 à 20 pour cent en 1998. S'agissant des centrales à énergie éolienne, la subvention, qui s'élevait à 25 pour cent de l'investissement en 1993, a été ramenée à 10 pour cent en 1998.

Le total des bénéfices réalisés sur le marché des centrales à énergie solaire, éolienne, etc. avoisine les 378 millions d'euros par an. Il s'agit d'un marché en expansion qui enregistre un taux de croissance annuel de 20 pour cent. Le programme constitue l'assise d'une industrie énergétique novatrice et d'une production d'énergie respectueuse de l'environnement.
